

Conférence d'Anne-Marie Cocula-Vaillières, professeur émérite
à l'université de Bordeaux-Montaigne

Château de Nérac, salle des écuyers
Mercredi 21 octobre, 17h30.

1585, Marguerite et Agen : une ville pour un royaume

Une stratégie de la Ligue : la conquête des villes et des provinces

Dans l'été 1585, une ville, Agen, et sa rivière, la Garonne, président aux derniers actes de la vie publique de Marguerite de Valois, l'épouse du roi Henri III de Navarre et la sœur du roi Henri III. À la fin de l'été, elle doit quitter précipitamment la ville et trouver refuge en Auvergne où débutent pour elle de longues années d'exil, loin du pouvoir qu'elle n'avait cessé de côtoyer depuis sa naissance en qualité de fille du roi Henri II et de sœur de trois souverains successifs : François II, Charles IX et Henri III.

Il ne s'agit pas de faire une nouvelle fois le récit de l'échec de Marguerite de Valois, contrainte de s'enfuir d' Agen, mais de s'interroger sur le bien-fondé de son initiative que les historiens ont eu tendance à négliger ou à condamner, trop occupés à suivre le cours tumultueux et sentimental de la plus jeune des sœurs des derniers rois Valois. Or, Marguerite ne se lance pas au printemps 1585 dans une aventure désespérée, perdue d'avance.

Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à la stratégie de la sainte Ligue catholique qui, en mars 1585, déclenche contre le roi Henri III un soulèvement de villes, voire de provinces, avec le risque d'un démembrement du royaume dont le roi, dans son abondante correspondance, mesure lucidement tous les dangers encore aggravés par le soutien financier et militaire du roi d'Espagne, Philippe II, engagé aux côtés de la Ligue dès sa formation en janvier 1585.

À la guerre médiévale des châteaux succède la guerre des villes. Elle est attisée par leurs rivalités religieuses issue de la décennie 1560-1570 des premières guerres de religion avec pour solution de paix, lors du traité de Saint-Germain, l'octroi aux protestants des quatre premières places de sûreté en vue de la protection de leur parti et de leurs coreligionnaires : les villes de Montauban, Cognac, La Rochelle et La Charité sur Loire. Le nombre des places de sûreté augmentera et variera à l'issue des édits de paix des guerres suivantes, provoquant des litiges sans fin pour non respect des délais de leur restitution dans une durée déterminée. C'est ainsi qu'Henri de Navarre, redevenu gouverneur de la Guyenne en 1576 avec l'assentiment de Henri III, usera et abusera dans sa province de cette non obéissance au contenu des traités.

Envieux de cet avantage d'une emprise urbaine échappant en partie au contrôle de la monarchie, les partisans de la sainte Ligue, forts de leur nombre et de leur répartition dans le royaume, fondent leur tactique d'affaiblissement du pouvoir royal sur l'accaparement de villes et de provinces qui se donnent à eux : cette expression n'est pas trop forte pour qualifier leur solidarité religieuse et leur rejet de la politique de Henri III au moment où, privé d'héritier, il continue de considérer, en référence aux lois fondamentales, le roi de Navarre comme son éventuel successeur.

Ceci en dépit d'un obstacle « insurmontable » : celui de sa religion qui fait de lui un « prince hérétique » et même un relaps pour avoir abjuré le catholicisme en 1576, quatre ans après sa conversion forcée à la suite des massacres de la Saint-Barthélemy. Donc, guidée par le duc Henri de Guise, Marguerite de Valois s'inscrit par fidélité catholique dans la stratégie de la Ligue, quitte à rompre définitivement avec son époux, à s'attirer les foudres royales de son frère et les remontrances maternelles de Catherine de Médicis qui consacre toute cette période à négocier avec les chefs de la Ligue pour garantir le salut de son fils, le roi de France, et celui de son royaume. Négociatrice inlassable, installée dans la ville d'Épernay, en relation constante avec son fils par

l'intermédiaire de son médecin Miron, la reine mère tente de sauver l'unité du royaume en ménageant le parti ligueur et ses chefs : Henri de Guise, son frère, le cardinal de Lorraine, et Charles de Bourbon, oncle de Henri de Navarre et futur roi de la Ligue.

La conclusion du traité de Nemours en juillet 1585 qui scelle l'alliance du roi avec la Ligue et efface toutes les clauses en faveur des protestants, contraints de se convertir ou de quitter le royaume, donne raison à Marguerite. De façon inespérée, au regard de leurs tensions récentes, elle se retrouve dans le même camp que son frère face aux protestants placés sous le commandement du roi de Navarre et de son cousin le prince de Condé.

Tous deux concentrent à ce moment-là l'opposition des « royaux » et des « ligueurs » et deviennent des proies que l'on essaie de traquer à l'égal des gibiers qu'ils ont eux-mêmes coutume de chasser presque quotidiennement. À la nouvelle de la signature de la paix de Nemours, Henri de Navarre éprouve un intense désarroi qu'il exprime dans sa correspondance. Face à tant d'adversité, il lui reste la possibilité de se réfugier en Guyenne dans des villes sûres et de pouvoir compter sur l'alliance d'un grand seigneur catholique : le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, qui refuse l'alliance du roi de France avec la Ligue.

Géographiquement, Guyenne et Languedoc constituent un territoire méridional dont l'épine dorsale est la vallée de la Garonne avec pour capitales Bordeaux et Toulouse. Or, la ville d'Agen est idéalement située à égale distance de l'une et de l'autre sur la rivière de Garonne, assumant ainsi un rôle primordial dans les échanges fluviaux et le ravitaillement des habitants, notamment ceux de Bordeaux.

La ville d'Agen : un mauvais choix de la part de Marguerite...

C'est pourquoi, en dépit de la réconciliation entre Henri III et la sainte Ligue qui désespère les partisans du roi de Navarre, le choix agenais de Marguerite cristallise contre elle des adversaires de toutes parts. Henri de Navarre, bien sûr, qui officialise sans ménagement sa rupture avec elle, mais aussi Henri III qui oblige le maréchal de Matignon, son représentant en Guyenne, à délivrer la ville d'Agen sans indulgence aucune envers sa sœur qu'il sait sous influence du duc Henri de Guise, lui-même en contact avec le roi d'Espagne Philippe II. Ainsi se met en place une coalition politique et militaire dont la solidarité et la ténacité n'échappent pas longtemps à la population de la ville qui sait à quoi s'attendre en cas de siège.

Car si les villes sont des enjeux majeurs au cours des guerres de religion, elles sont aussi des proies toutes désignées à la brutalité et à la longueur d'un siège : les exemples affluent de villes affamées, d'habitants massacrés, de fortifications démantelées par l'utilisation de plus en plus fréquente d'explosifs, de villes prises par surprise ou trahisons, de contagions et d'épidémies de peste qui s'exacerbent dans le monde clos de quartiers insalubres, sans oublier les risques d'incendie de maisons où prédomine l'utilisation du bois. Cette fièvre obsidionale occupe toute la durée des guerres de religion avec pour cités martyres les villes de Sancerre en 1573 et Paris, de 1589 à 1593. Tant de vulnérabilité jointe au rôle commercial primordial d'une ville comme Agen dotée de péages et de droits fluviaux, convoités par tous les partis qui avaient appris à en faire le meilleur usage pour se procurer de l'argent, des soldats et des armes, rendait insupportable une longue occupation par les forces ligueuses. Surtout au moment où les « eaux marchandes » de la fin de l'été permettaient la reprise des descentes et remontées fluviales, gage de bénéfices pour les marchands locaux et de survie alimentaire pour les habitants de l'isthme garonnais.

Traquée, critiquée, isolée car loin des bases géographiques de la Ligue, trop proche des possessions des Albret, Marguerite devenait indésirable et condamnait par sa seule présence la ville d'Agen à une asphyxie commerciale.

L'économie, à bien des égards, l'emportait déjà sur la politique ou sur les vendettas familiales.